

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LES MAIRES DE Lavalade / Marsalès

Arrêté n°BU24251AT

Vu la loi du 10 août 1871 modifiée relative aux Conseils Généraux,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions complétée et amendée par différentes lois,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment l'arrêté du 6 novembre 1992 approuvant les nouvelles dispositions du Livre 1 - Huitième partie : signalisation temporaire,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°2019 DEL 200 du 24 juin 2019 du Président du Conseil Départemental portant délégation générale des champs de compétences à la Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités,

Vu la demande formulée par l'entreprise S.A.S. TREMBLAY TP - Rozières Est - 60 Rue Ingres - 33220 PINEUILH en date du 25/04/2024,

Considérant que pour permettre des travaux de création de génie civil pour le déploiement du réseau fibre optique, il est nécessaire pour des raisons de sécurité, de réglementer par alternat, la circulation de tous les véhicules empruntant la route départementale n°D660, sur le territoire des communes de Lavalade / Marsalès du 02/05/2024 au 07/06/2024 inclus,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux et du Maire,

A R R E T E N T

ARTICLE 1er :

A compter du 02/05/2024 et jusqu'au 07/06/2024 inclus, il sera mis en place un alternat par feux de chantier suivant l'annexe CF24, ci-jointe, pour tous les véhicules qui circuleront sur la route départementale n° D660 du PR 40+775 au PR 43+295, sur le territoire des communes de Lavalade / Marsalès.

Cette réglementation sera applicable par feux bicolores de chantier.

ARTICLE 2 :

La vitesse de tous les véhicules, au droit du chantier, sera limitée à 50 km/h, et tout dépassement sera interdit.

Les longueurs d'alternats seront fonction de l'avancement du chantier et ne devront pas excéder 500 mètres. Durant les périodes d'inactivité du chantier et suivant la configuration des travaux, les conditions normales de circulation devront être rétablies.

ARTICLE 3 :

La pose, la maintenance y compris en dehors des heures de travail, et la dépose de la signalisation réglementaire seront effectuées par les soins de l'entreprise S.A.S. TREMBLAY TP chargée de l'exécution des travaux et sous son entière responsabilité.

ARTICLE 4 :

Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché, par le pétitionnaire, aux extrémités de la zone réglementée.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication sur le site institutionnel du département de la Dordogne (www.dordogne.fr).

ARTICLE 7 :

la Directrice du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités,
le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Dordogne,
le Chef de l'Unité d'Aménagement de LE BUGUE,
le Responsable S.A.S. TREMBLAY TP,
les Maires des communes de Lavalade et Marsalès,
le Responsable du Centre d'Exploitation de Monpazier,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,
Le Maire de Lavalade,

Le Maire de Marsalès,

Jean-Pierre PRETRE
Maire

25 AVR. 2024

Thierry Testut



**Pour le Président du Conseil Départemental,
et par délégation,**